

LES REFORMES ECONOMIQUES EN ALGÉRIE POURQUOI CES RÉSULTATS DÉCEVANTS ?

23

Par le Pr. Abdelmadjid BOUZIDI

LES REFORMES ECONOMIQUES EN ALGERIE POURQUOI CES RESULTATS DECEVANTS ?

Par le Pr. Abdelmadjid BOUZIDI

INTRODUCTION

Nombreux sont les analystes qui hésitent encore aujourd'hui à qualifier l'économie Algérienne d'économie de marché.

L'Etat convertisseur, protecteur, régulateur, animateur est toujours là et les quelques mécanismes d'un système économique de marché qui ont pu être mis en place sont sans cesse remis en cause d'une part par un interventionnisme étatique encore tenace, d'autre part par le développement d'une économie informelle qui fait peser sur les entreprises une réelle concurrence déloyale. Cette situation de mi-chiens mi-loups explique bien évidemment en grande partie les performances encore hésitantes de l'économie et sa croissance molle. Les réformes économiques de l'économie sont bien passives pourquoi ?

25

I- La stratégie de la transition :

La transition à l'économie de marché dure depuis vingt ans en Algérie (les réformes économiques ont débuté en 1988-89) et la fin du processus n'est pas encore envisageable dans le court terme.

Au vu des expériences concrètes des anciens pays socialistes et bien évidemment de l'expérience algérienne elle-même, la transition à l'économie de marché soulève deux difficultés :

1- il s'agit de rompre avec un système économique (le système d'économie administrée de type soviétique) qui a montré son inefficacité mais qui a montré aussi sa grande cohérence (et son caractère protecteur) pour la grande majorité de la population. Celle-ci retient plus la cohérence et la protection que l'inefficacité et n'arrive pas à admettre que l'efficacité économique conditionne la préservation de la cohérence

et la protection). Il est cependant utile de souligner que le système de valeur jusque là en fonctionnement repose sur la soumission et l'inertie, la sécurité et l'aversion pour le risque, l'égalitarisme (Cf. Ivan Samson in " Réforme et ouverture des systèmes économiques post socialistes ").

Mais le système économique étatiste a pu faire preuve d'une grande stabilité face aux différents chocs (extérieurs, politiques...), comme aiment à leur rappeler à chaque occasion les nostalgiques de l'ancien système.

2. la seconde difficulté que pose le processus de transition à l'économie du marché a trait au contexte politique dans lequel il se réalise. Un contexte politique marqué par des revendications démocratiques qui poussent au pluralisme et pluripartisme, mais qui rendent aussi faciles la démagogie et la contestation souvent non fondées. Cette difficulté expliquerait, semble t-il, les " succès " des voies chinoises, vietnamiennes ou encore chiliennes (Pinochet) et sud coréennes (Park), avec parti-Etat ou Etats forts et autoritaires, qui ont été les seuls pilotes du processus de mise en place de l'économie de marché.

26

Dans la transition à l'économie de marché, l'expérience algérienne a révélé deux problèmes à résoudre et qu'ont d'ailleurs eu à affronter les pays d'Europe centrale et orientale (PECO).

1) Parce que la suppression des mécanismes de l'économie planifiée ne conduit pas automatiquement à l'économie de marché, il faut faire les bons choix économiques. Mais on ne dispose, pour cela, d'aucun " modèle " de référence applicable en tout temps et en tout lieu.

2) Une fois les choix économiques faits, il faut en assurer la faisabilité politique dans un contexte social déjà détérioré.

Ainsi lorsqu'on engage un processus de transition à l'économie de marché, on connaît les points de départ (on sait ce que l'on va quitter), mais on ne connaît pas le point d'arrivée (on ne connaît pas " le sort qui nous attend "). Le chemin est parsemé d'obstacles et il s'agit bien d'un véritable combat entre les " anciens " et les " nouveaux ". Et lorsque ce

sont les " anciens " eux-mêmes qui sont en charge du processus de transition, on imagine aisément la lenteur de leurs pas, pour ne pas dire leur penchant à revenir sur le quai de départ. Les expériences concrètes de transition de pays d'Europe centrale et orientale (PECO) nous permettent de distinguer, dans un programme de mise en place de l'économie du marché cinq séries d'actions à réaliser. Dans cette démarche il n'y a pas de chronologie particulière à chaque contexte national.

1- La libéralisation des prix, des salaires et des taux d'intérêts qu'on doit engager pour mettre en place des contraintes d'efficacité va exercer une poussée inflationniste considérable. Il faut donc stabiliser l'économie en agissant sur la demande globale et en contrôlant la masse monétaire. Les dépenses publiques doivent être réduites et le déficit budgétaire mis sous contrôle strict. Cette séquence a été réalisée en Algérie, douloureusement, dans le cadre du programme de rééchelonnement de la dette extérieure.

2- L'économie doit être libéralisée et les mécanismes de marché assurer l'allocation des ressources. L'économie doit être ouverte pour la démonopoliser et introduire des éléments de concurrence, seuls capables de pousser les entreprises à être compétitives. Cette séquence se réalise en Algérie avec beaucoup d'hésitation et des retours en arrière fréquents.

3- Les entreprises publiques doivent être privatisées, pour au moins les soustraire aux soutiens budgétaires répétitifs et alléger le fardeau de la dette publique qui pèse sur l'Etat. Cette séquence accuse en Algérie un retard considérable.

4- Le droit économique national en vigueur doit être profondément réformé : faillite, concurrence, marché du travail, fiscalité sont les domaines à revisiter. Il faut surtout veiller à appliquer ce droit réformé. Cette séquence enregistre en Algérie, tout comme la précédente un retard considérable

5- Il faut restructurer les activités productives et revoir le mode d'accumulation dans les principaux secteurs : industries, agriculture, services. De nouvelles stratégies fondées sur la recherche de la

performance et de la compétitivité doivent être pensées et mises progressivement en œuvre. Cette séquence n'a pas encore été abordée en Algérie. L'expérience algérienne de construction de l'économie de marché accuse donc un retard dans la mise en œuvre de politiques macro économiques cohérentes. Mais le retard concerne aussi les politiques à mettre en œuvre en direction de l'entreprise

II- LES RETARDS DE L'ENTREPRISE ALGÉRIENNE

Dans le domaine économique, les gouvernements qui se sont succédés ont toujours privilégié l'approche macro économique et les politiques sectorielles au détriment des réflexions et des actions d'accompagnement de l'entreprise.

28 • A l'ère de l'ouverture et de la compétitivité, nos entreprises, aussi, bien publiques que privées souffrent et, comme on le sait, ne sont ni présentes sur les marchés extérieurs ni stabilisées sur leur propre marché intérieur. Et au plan mondial " les choses évoluent vite ". Il faut savoir par exemple que les outils de la compétition ne sont plus uniquement ceux des années 60, 70 et même 80, c'est-à-dire le progrès technique et technologique et la qualification des ressources humaines, être à jour technologiquement et disposer d'une main d'œuvre qualifiée n'assurent plus à eux seuls la compétitivité. Deux instruments nouveaux constituent aujourd'hui des outils stratégiques indispensables pour aider l'entreprise à livrer " la bataille de la concurrence " : la gestion des connaissances ou le Knowledge Management (K.M) et l'intelligence économique.

Et dans ces deux domaines l'entreprise algérienne accuse malheureusement de grands retards.

1- La gestion des connaissances.

En K.M (Knowledge Management)

L'entreprise se compose de trois constituants :

1/ Des équipements (de la technologie) ;

- 2/ Des collectifs de travailleurs , cadres, maîtrise, ouvriers) ;
- 3/ Une organisation pour produire, les acteurs et l'organisation mobilisent et exploitent des connaissances. Mais ils en produisent aussi.

Qu'est ce que la connaissance en entreprise ?

Dans son fonctionnement quotidien l'entreprise produit des rapports de chantiers et de mission, des mémoires de projets , des codifications d'expériences. Cette " connaissance " produite et mobilisée doit être codifiée de manière vivante et impliquée. **La connaissance dans l'entreprise** c'est donc la mémoire. Il s'agit de transférer et de valoriser cette mémoire ; d'aider au développement de comportements et de procédures qui facilitent cette valorisation de la mémoire. Pour cela, il faut savoir manager les hommes, les méthodes et les outils informatiques et l'intelligence artificielle dans le but de codifier, de diffuser et intégrer dans le processus de production, la connaissance, c'est cela la gestion des connaissances, le Knowledge management (K.M) Le K.M est aujourd'hui un secteur principal de création de valeur - c'est le K.M qui intègre le travail de l'intelligence dans l'entreprise. Les flux quotidiens d'informations sont de plus en plus denses : comment les adapter conditionnellement aux contextes internes et externes de l'entreprise. Le but des KM est de recentrer constamment les individus et les équipes sur l'apport de valeur. Comment intégrer au bénéfice de tous ces acteurs, des savoir faire et des connaissances disséminées dans les différentes unités et cellules de l'entreprise mais aussi disponibles à l'extérieur de celle - ci ?

Identifier ces connaissances et ces savoirs - faire, les mobiliser (, les optimiser dans un processus de création de valeur, c'est cela la mission du KM- La gestion des connaissances est aujourd'hui un facteur clé de compétitivité. Elle est aussi une source essentielle de l'innovation. Ainsi à titre d'exemple, l'équipementier automobile vient de développer une application intranet pour capter le savoir collectif de l'entreprise.

L'entreprise doit capter aussi la connaissance et le savoir faire externes. Aussi le franco-italien Micro Electronique s'est imposé parmi les leaders des circuits intégrés en exploitant les connaissances disponibles à St. José, Singapour ou Grenoble - Nokia, pour citer un

autre exemple, a su intégrer des technologies nées hors de Finlande et comprendre le comportement des consommateurs du monde entier pour devenir le numéro 1 mondial de la téléphonie mobile.

Le K.M exige bien évidemment de l'entreprise qu'elle dégage des moyens financiers et humains et qu'elle mette en place une organisation pour gérer les connaissances.

Dans nos entreprises, y compris dans celles qui sont le mieux dotées en cadres et les mieux organisées, chaque individu détient une parcelle de connaissance d'expérience et de savoir faire qu'il garde jalousement par devers lui. Cette connaissance ne circule pas, n'est pas diffusée n'est même pas codifiée ce qui occasionne des pertes de valeur énormes. Le problème de nos entreprises est bien celui de savoir gérer cette connaissance " éclatée " ; comment la mobiliser la diffuser dans l'entreprise pour en faire une ressource, un facteur clé de création de valeurs. L'entreprise algérienne doit aller au Knowledge Management - Voilà le premier défi. Mais nos entreprises ont aussi un second défi à relever ; celui de l'intelligence économique.

30

Ce concept, inspiré des pratiques militaires anciennes désigne " la capacité d'une organisation à collecter, interpréter et d'exploiter les informations décisives pour l'issue du combat ;

Cette " Science " a bien évidemment connu une grande évolution et continue encore aujourd'hui de se perfectionner. A ses débuts, l'intelligence économique visait modestement à rationaliser la collecte et le stockage de l'information pertinente ; c'est d'abord au Japon, puis aux USA que l'intelligence économique se développe comme science de l'anticipation.

L'objet de cette science est la collecte de l'information publique, gratuite ou payante, en provenance du monde entier. Cette information est ensuite analysée et permet aux entreprises de définir leur stratégie en tenant compte bien sûr des contraintes mais aussi des impératifs qu'impose la mondialisation de l'économie. En d'autres termes la démarche de l'intelligence économique consiste à collecter et maîtriser le flux

d'informations qui circulent tant à l'extérieur qu'au cœur de l'entreprise.

Cette démarche peut être définie en quatre temps :

1/ dans un premier temps il s'agit de cibler les informations pertinentes pour l'activité de l'entreprise ;

2/ une fois ciblées, les informations doivent être recherchées. Le travail consiste ici à sélectionner la bonne information de manière à la transformer en connaissance ;

3/ dans un troisième temps, le travail consiste à exploiter les informations conformément aux objectifs stratégiques ou opérationnels de l'entreprise. La collecte de l'information son bon traitement et son analyse pertinente vont permettre à l'entreprise d'agir au mieux de ses intérêts. Cette utilisation offensive de l'information va permettre à l'entreprise d'identifier des partenaires potentiels, à construire des synergies à l'international et à créer de nouvelles alliances. Tout cela dans la perspective de conquérir de nouvelles parts de marché ou plus simplement de conserver les siennes. Cela ne requiert pas seulement une excellente connaissance de l'environnement économique mais également politique (au niveau local, régional ou international) ainsi que l'environnement fiscal ou juridique ;

4/ le quatrième temps de la démarche d'intelligence économique est celui qui consiste à protéger et sécuriser les données stratégiques de l'entreprise. Il convient à cette étape de sélectionner les informations diffusables de celles qui ne le sont pas. A côté des obligations légales, il s'agit de savoir ce qui peut filtrer de la vie quotidienne d'une entreprise de ses recherches en matière de développement technologique ou géographique par exemple l'entreprise doit être capable de mesurer le " risque résiduel " c'est-à-dire ce qu'elle peut dévoiler à ses partenaires.

Tout comme dans le domaine de la gestion des connaissances (K.M) l'entreprise algérienne accuse un grand retard dans celui de l'intelligence économique. Et il faut souligner encore une fois qu'il s'agit là de deux facteurs primordiaux de compétitivité. Et dans ces domaines, il ne peut être question de " laisser le temps aux temps ", chaque instant perdu étant de plus en plus difficile à rattraper.

III - POURQUOI CES RÉSULTATS DÉCEVANTS ?

La lenteur du processus de construction de l'économie de marché en Algérie et les retards pris par l'entreprise algérienne dans les domaines de la performance et de la compétitivité s'expliquent en grandes parties par la nature de la gouvernance en charge du processus de mutations systémiques. Les spécialistes des réformes économiques recensent généralement sept " commandements " qui font le succès d'un programme de transformations structurelles.

1. L'authenticité et la concertation. Une réforme dont on n'a pas la paternité a peu de chances de réussir. Pour qu'un programme de réformes soit perçu comme voulu par le pays lui-même (et non pas par des institutions extérieures ...), il faut qu'il ait été conçu et préparé avec la participation des forces vives de l'économie. La réalisation d'un consensus national sur les réformes est indispensable.

32

2. La détermination, l'excès des tâtonnements et d'hésitations nuit à la crédibilité d'une réforme. Il est important d'être souple mais la confiance se gagne à coups de décisions audacieuses qui donnent le sentiment d'être irréversible.

3. La coordination, " les réformes sont un processus complexe de tâches entremêlées, dont l'exécution exige des mécanismes de coordination interministérielles. Les besoins institutionnels ne sont pas à prendre à la légère.

4. Les politiques structurelles doivent être appliquées dans un contexte économique stabilisé. Pendant l'application des réformes, il faut toujours garder sous contrôle l'inflation et le déficit budgétaire, car ces distorsions peuvent faire dérailler tout le programme.

5. La cohérence et la globalité. Les réformes économiques sont un tout indivisible. Des réformes ne donnent pas de résultats significatifs et se soldent même souvent par un échec. Les spécialistes citent, par exemple, le cas du commerce extérieur et l'ouverture commerciale :

lorsque la libéralisation du commerce extérieur n'est pas accompagnée d'une décentralisation intérieure de la décision, l'investissement et la production restent très lents à réagir.

6. La politique sociale adéquate. L'ajustement structurel a des effets sociaux bien négatifs sur les catégories sociales vulnérables de la population : plans sociaux dans les entreprises, suppressions des subventions, déséquilibres financiers de la protection sociale... Les programmes spéciaux d'aide aux catégories les plus durement touchées, ainsi qu'aux pauvres, font partie des actions de réformes économiques.

7. Le réalisme et la vérité ? Le programme de réformes sera d'autant plus viable que les avantages et les coûts des changements envisagés auront été évalués avec le réalisme et annoncés avec transparence. Rien ne sert de trop promettre. Il s'agit plutôt d'insister sur les résultats à attendre des réformes en les contrastant avec ceux à attendre de l'absence de réformes.

L'ensemble de ces observations, tirées de toutes les expériences de réformes économiques qui ont eu lieu dans divers pays par ceux - la mêmes qui ont participé à leur conception et à leur mise en œuvre, sont à l'évidence confirmées par l'expérience algérienne. En reliant notre expérience de réformes à travers cette grille, d'intéressantes et d'utiles leçons sont à méditer.